



La Défense, le 3 décembre 2024

CSAM du 3 décembre 2024

Déclaration liminaire

Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et Messieurs, cher-es camarades,

La FSU s'est inquiétée dès la nomination du gouvernement Barnier des risques de voir l'Etat se désengager de la politique publique de l'environnement mais aussi des services publics I. Les faits nous donnent malheureusement raison. Les règles garantes de l'intérêt général et agent-es les appliquant sont bafouées quotidiennement.

Le constat de la maltraitance des agent.es du service public par le ministre de la Fonction publique est amer. Celui qui est chargé de les protéger et veiller à leur bonne santé en favorisant qualité de vie au travail et motivation s'attaque aux agent-es en proposant 3 jours de carence et une diminution des indemnités journalières. Il s'attaque aussi à leur rémunération en gelant le point d'indice et en suspendant la garantie individuelle du pouvoir d'achat (Gipa). Une belle ordonnance pour traiter toutes ces mesures de recul social et la perte de revenus subie par les agent-es depuis plus d'une décennie ! C'est tout simplement intolérable !

Mais ce gouvernement en sursis et illégitime n'en reste pas là. Plusieurs ministres distillent allégrement leur poison.

Que ce soit le ministre des transports qui promet aux conseils départementaux un assouplissement des règles environnementales dans le domaine de la construction routière ou les annonces quotidiennes de la ministre de l'agriculture pour alléger les normes environnementales.

Alors que l'urgence écologique et sociale doit être la priorité, les annonces de la ministre de l'agriculture tendent à réduire les normes environnementales pour satisfaire des lobbies agricoles au mépris de la santé de la population et de l'environnement. Alors que le gouvernement annonce vouloir réduire les agences publiques, la ministre de l'agriculture annonce la création d'un nouveau conseil largement ouvert aux lobbyistes des groupes phytopharmaceutiques, mais pas aux consommateurs, pour guider le travail de l'ANSES...

Et que penser de ses injonctions au directeur général de l'OFB sur la manière d'exercer ses missions. Certes, l'OFB a une double tutelle mais en ce qui concerne le MASAF, la tutelle ne concerne que les contrôles sanitaires. Au lieu de soutenir les agentes et les agents de l'OFB en particulier et les agent-es public-ques en général, une fois encore l'État cautionne des destructions de biens publics et des atteintes aux personnes. Deux poids, 2 mesures.

Faut-il qu'un drame survienne pour que vous interveniez et protégiez vos agent-es ?

Encore une fois, les personnels ne sont pas soutenus.

Malgré les annonces de Madame Genevard, qui ne contentent pas les syndicats agricoles productivistes, les menaces sur l'OFB et les services chargés de contrôle persistent. Ces menaces sont inacceptables car elles visent, au travers de l'OFB, des services et de ses agent-es, à affaiblir les politiques publiques de protection et de sauvegarde de la nature, de l'eau et de la biodiversité.

L'OFB est un outil précieux. L'OFB a sa place aux côtés d'une agriculture en pleine mutation, pour accompagner les paysans engagés dans la transition mais aussi pour rappeler les lois et règlements en vigueur.

Mais l'État doit lui en donner véritablement les moyens, avec des effectifs à hauteur de ces enjeux. Même si son Directeur général affirme qu'il a le soutien des ministres, il appartient aux autorités politiques de défendre l'existence de cet organisme dont les missions sont définies dans le cadre légitime de l'action publique de l'État.

D'ailleurs, les effectifs et le budget de l'OFB sont annoncés en baisse pour l'année 2025. Comment cet établissement va-t-il faire face à ses missions et à ses détracteurs ?

Et les parcs nationaux qui rencontrent des difficultés financières ! Les présidents des parcs nationaux ont d'ailleurs interpellé la ministre, Madame Panier-Runacher, pour l'alerter sur les conséquences de ces baisses. Rappelons que les parcs nationaux sont des acteurs incontournables de la préservation de la biodiversité.

Enfin, quid du budget de notre pôle ministériel ? Aujourd'hui, nous n'en avons plus aucune visibilité. Le budget présenté par les ministres en octobre dernier est passé aux oubliettes. En effet, le plafond d'emploi devait être stable en 2025 et nous apprenons ici et là des baisses d'effectifs : -25 à l'OFB, -15 dans les agences de l'eau, -7 dans les parcs nationaux... Avez-vous des informations à nous communiquer concernant les emplois ? L'inquiétude prédomine pour l'ensemble de notre pôle ministériel. Et la volonté de certains parlementaires de réduire drastiquement notre budget n'est pas faite pour nous rassurer.

Et de la pérennité de ce gouvernement qui ne tient qu'aux concessions qu'il fera à l'extrême-droite.

Comment envisagez-vous la suite dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de budget ?

Encore une fois, l'urgence écologique et sociale ne sont clairement pas la priorité de nos gouvernants.

Pourtant, les politiques publiques, comptables vis-à-vis des générations futures, ne doivent pas renoncer à la transition écologique ; elles doivent au contraire l'accompagner, la guider et la soutenir, au bénéfice de la biodiversité, de l'atténuation et de l'adaptation du changement climatique, de la santé des humains et des autres êtres vivants.

Pour toutes les raisons évoquées précédemment auxquelles il faut malheureusement ajouter la maltraitance des agent-es par nos gouvernants et les lobbies, la FSU Ecologie appelle tou-tes les agent-es du pôle ministériel à se mobiliser le 5 décembre et au-delà si cela est nécessaire.

Concernant les points à l'ordre du jour, nous interviendrons en cours de séance.

Cependant, le RSU mérite plus d'attention que le temps qui lui est imparti aujourd'hui. Depuis plusieurs années, la FSU vous demande d'y consacrer une séance complète. Il aurait donc été possible de poursuivre ce CSAM cet après-midi pour l'étudier plus en détail.

Surtout, nous tenons à remercier les équipes pour ce travail colossal enrichi chaque année et qui nous permet de disposer d'informations fiables et utiles au dialogue social.

Merci de votre attention.